

Subsides

res locaux ont ouvert les écoles le soir pour permettre au public de pratiquer le sport. Nombre de conseils scolaires hésitent encore à le faire. L'accès aux installations disponibles laisse encore à désirer. Il suffit de songer à nombre de nos sports d'été. Où trouver les installations permettant de pratiquer ces sports pendant toute l'année?

La commercialisation du sport est un autre problème épineux. Trop souvent, le sport est exploité comme une entreprise commerciale au Canada. Il ne s'agit pas d'y exceller, mais de le faire rapporter. Il suffit de voir le hockey professionnel pour s'en convaincre. L'organisation des Jeux du Canada est maintenant sous la coupe de financiers étrangers. On peut se rappeler les difficultés de l'Association mondiale de hockey qui a essayé d'arracher des joueurs de la Ligue nationale de hockey. Ceci en soi est une fausse appellation. On devrait l'appeler la «Ligue américaine de hockey».

Pensons aux difficultés éprouvées par la ville de Vancouver en essayant d'obtenir une franchise de hockey. Lors de ses premières demandes, elle affirmait pouvoir remplir tous les sièges si elle avait une équipe de hockey. Pourtant, si on cherche pourquoi elle n'avait rien obtenu avant ces derniers temps, c'est qu'on prétendait que le public des téléspectateurs n'était pas assez grand. Autrement dit, le profit passait avant le sport.

Les décisions qui intéressent nos sports nationaux sont prises à l'extérieur du Canada. Cette commercialisation du sport, le hockey et d'autres, s'étend également au sport amateur national. L'Association canadienne de hockey amateur est encore sous l'égide de la Ligue nationale de hockey. Les jeunes qui participent au hockey organisé doivent s'inscrire auprès de l'Association. Par l'entremise du patronage accordé aux équipes d'amateurs et de sports connexes, nous assistons au contrôle tout puissant des clubs professionnels dans le domaine du sport amateur.

Nous devrions examiner les contrats que certains de ces jeunes joueurs sont forcés d'accepter. Je connais un jeune homme de Sault-Sainte-Marie qui se trouvait lié par un contrat qui le réduisait quasiment à l'esclavage. Si ma mémoire est fidèle, nous avons aboli l'esclavage au Canada vers 1830. En lisant les dispositions de son contrat, écrites en petits caractères, vous comprenez pourquoi il lui a fallu dépenser une grosse somme d'argent en frais d'avocat et de cour pour faire résilier ce contrat.

Une autre raison pour laquelle la situation du sport amateur au Canada n'est pas aussi satisfaisante qu'elle devrait l'être est le programme de bourses d'étude. Nous devrions nous demander ce à quoi nous accordons la priorité, aux études ou au sport. Faut-il refuser à l'étudiant qui est excellent athlète une bourse d'étude à une université ou ailleurs à cause de ses succès scolaires? Le gouvernement devrait examiner à nouveau sa position à cet égard. Un programme du gouvernement établi en 1971 accordait des subventions et de l'aide à ceux qui ne pouvaient obtenir une bourse d'étude et 392 en ont obtenu. Hockey Canada a reçu plus de 1,000 demandes en 1971 de joueurs de hockey qui désiraient poursuivre ou continuer leurs études. Mais, à cause des exigences scolaires, seulement 85 p. 100 d'entre eux ont obtenu des bourses. C'est pourquoi, chaque année, de plus en plus de Canadiens fréquentent les universités américaines et en obtiennent des bourses pour parfaire leurs études et leur carrière sportive.

• (1550)

Sauf erreur, le gouvernement a reçu plus de 3,500 demandes de jeunes qui désirent obtenir des bourses et

[M. Symes.]

d'autres formes d'aide pour pouvoir participer aux activités sportives comme les Jeux panaméricains et les Olympiques. La valeur de ces bourses varie de \$600 à \$1,800. Bon nombre d'entre elles ont été dépensées à bon escient, même si elles sont loin de répondre aux besoins des jeunes athlètes. J'ai entendu parler d'athlètes qui logeaient dans les résidences d'université pour pouvoir passer plus de temps à nager dans les piscines de l'université, en économisant ainsi le temps de trajet pour s'y rendre.

J'ai entendu parler d'étudiants qui avaient engagé des répétiteurs pour pouvoir accélérer leur études et passer plus de temps en Australie où il est plus facile de perfectionner sa natation. C'est une indication d'une lacune dans notre programme de sport amateur. Nous prêtons de l'argent à de jeunes athlètes et nous nous attendons à ce qu'ils trouvent les installations dont il y a si grande pénurie au pays. J'espère que le gouvernement reconsidérera sa position et essaiera de construire ces installations de façon à aider les gens à obtenir des bourses ou des subventions.

Le gouvernement ne s'est pas assez préoccupé de l'amateurisme ou du professionnalisme au pays et je crois qu'il est à peu près temps qu'il le fasse. Dieu merci, l'année dernière, le serment des Olympiques a été changé de façon que les jeunes qui obtiennent des bourses puissent s'enregistrer pour les jeux. C'était une infraction auparavant. Toutefois, quand nous parlons de bourses d'étude, nous parlons d'un groupe sélectif, de ceux qui vont à l'université. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas essayé d'accorder plus de bourses à ceux qui ne fréquentent pas l'université? Ces subventions ne représentent qu'une faible partie du programme. En vertu des dispositions actuelles, les enfants de la classe laborieuse qui ne fréquentent pas l'université font l'objet d'une discrimination. Bien qu'ils puissent être excellents sportifs dans certaines disciplines, ces jeunes gens sont handicapés car ils n'ont pas les moyens d'accéder à l'enseignement supérieur.

Il faut également prêter attention au manque d'entraîneurs au Canada. La plupart de nos entraîneurs sont des volontaires qui travaillent à mi-temps. Il n'est pas possible de trouver des gens qui puissent s'y consacrer davantage. De même, nous n'avons pas la formation souhaitable—il suffit de comparer le programme de hockey soviétique au programme de hockey au Canada pour en être convaincus. Les entraîneurs volontaires se retrouvent souvent dans une situation familiale telle qu'il ne leur est plus possible de se consacrer aux jeunes. Nous dépensons de l'argent pour encourager les jeunes à progresser dans le domaine des sports amateurs tout en négligeant la question fondamentale des entraîneurs et de la qualification de ceux-ci.

Pour réussir, les athlètes ont besoin de programmes de soutien. Ils ont besoin d'entraîneurs, d'installations et de conseils médicaux. En ne parvenant pas à subventionner ces aspects du sport et à fournir ces installations, nous en sommes arrivés à un programme qui ne répond pas à nos espoirs. Pourquoi un coureur de vitesse pure de l'Université Carleton, par exemple, est-il obligé de s'entraîner dans les couloirs à cause d'un manque de piste couverte au collège? Les athlètes doivent s'entraîner eux-mêmes. Le gouvernement dispense de l'argent mais non les installations nécessaires.

L'espoir que notre société place aujourd'hui dans les athlètes est extrêmement grand. Bon nombre d'athlètes ne savent comment s'y prendre. Beaucoup abandonnent et le public enrage et se décourage à voir les résultats du